

5. Déchiffrons donc cette carte de la solidarité économique pour voir le travail des hommes et leurs activités entrecroisées. Celles-ci trament différentes communautés intermédiaires, des familles, des associations, des entreprises et tout au bout, notre société. Nous ne sommes pas une masse informe d'individus, mais une nation tissée par les interdépendances et les solidarités que produit le travail de ses citoyens.

Une large région se dessine dans le cadre de la vie *domestique* où se réalise une quantité considérable de travail, sans doute la plus essentielle pour fabriquer la société. Travail domestique : du latin *domus*, la maison. Faire en sorte qu'une maison soit ordonnée, c'est le sens initial du mot grec *économie* : sa propre maison (*oikos*) à gérer (*nomos*).

L'activité domestique, c'est la nécessité matérielle des approvisionnements, la réalisation des repas, l'entretien des lieux où on vit, le ménage pour assurer la salubrité, le bricolage pour que les matériels durent ou pour leur créer de nouveaux usages, le travail éventuel du jardin et du potager, des travaux administratifs pour s'inscrire dans la société. Elle comprend encore la part d'éducation donnée aux enfants, des apprentissages à encourager, des plans, des supervisions, du temps et des efforts à consacrer pour cela – ils sont déterminants pour construire les citoyens de demain. Il y a aussi le soin aux malades, des travaux d'infirmerie, de garde, d'écoute. Ce travail domestique quotidien, fait de multiples petites tâches, nous ne le voyons plus parce qu'on nous a appris à ne plus le voir comme une activité économique. Pourtant, si nous mettons tout bout à bout, il nous occupe bien plus que les trente-cinq ou quarante heures que nous consacrons à nos activités professionnelles.

Il faut se rendre à l'évidence, les citoyens d'un pays sont libres dans la mesure où ils peuvent vivre comme ils l'entendent dans un espace privé, leur espace domestique familial, dans lequel ils travaillent selon leurs propres règles pour qu'il soit vivable. Ils le conservent, le protègent et l'embellissent dans un effort permanent. Ce travail quotidien les inscrit dans la seule communauté *qu'ils fondent eux-mêmes* : une famille.

Par des travaux menus, innombrables, invisibles, indispensables, un couple, une famille forment donc la communauté élémentaire de la société, et chacune est singulière. Le *vivre ensemble* commence à cette échelle, au niveau de ce travail-là. Une visite chez des amis nous fait reconnaître le travail domestique à la manière dont l'espace est entretenu, les objets réparés ou détournés, les meubles fourbis ou poussiéreux ; comment se réalise aussi la coordination de ce travail, selon quel penchant, quel talent ou quelle contrainte : l'un cuisine, l'autre nettoie ou bricole. Beaucoup de choses se révèlent d'une famille quand

on sait qui fait quoi, parce que l'on perçoit comment se construit matériellement cette communauté élémentaire.

Pendant des siècles, la société était paysanne et les fermes vivaient en quasi-autarcie. On fabriquait son pain, son beurre, on vivait du potager, on filait sa laine. Le travail domestique permettait de se nourrir, de tisser, de bâtir ou de soigner et il représentait *presque tout le travail* dans la société. Aujourd'hui encore, dans de nombreux pays, il est ce *presque tout*. Chez nous, nous avons confié petit à petit à d'autres de nombreuses activités nécessaires à notre vie quotidienne. Nous avons créé d'innombrables interdépendances entre nous et nous achetons la plupart des choses qui nous sont utiles. Mais pour que la maison fonctionne, pour que la communauté familiale perdure, beaucoup de travaux restent toujours réalisés au niveau domestique : nourrir, nettoyer, prendre soin, éduquer.

On dira que ce travail domestique n'est pas vraiment du travail, mais seulement, disons, la vie courante. Mais regardons la réalité : la « vie ordinaire » ne se réalise pas par les bons soins d'une main invisible. La vie ordinaire, *c'est aussi notre travail domestique*. Un couple qui ne le comprend pas, qui croit que ce qui le lie, ce sont seulement les sentiments ou le sexe ou un « plébiscite de tous les jours », pour reprendre l'expression de Renan, ce couple se brise un jour devant la trivialité redoutable de poubelles qui ne sont pas vidées à tour de rôle ou de courses qui ne sont pas partagées équitablement. C'est cela, *la vie ordinaire* : ce travail domestique qui demande du temps, des efforts, des savoirs, des coordinations pour se réaliser et qui, en se réalisant, produit une communauté sociale unique. C'est pourquoi, non seulement il n'est pas moins noble qu'un autre, mais il est même original.

Pour reconnaître sa réalité matérielle, il suffit d'appliquer un principe de substitution et d'imaginer le remplacement de telle activité domestique par le recours à un employé extérieur qui réaliserait la même tâche en étant rémunéré : le gâteau serait fabriqué par un pâtissier, la pelouse tondue par un jardinier, le ménage assuré par un domestique, la révision des devoirs assurée par un précepteur. Par substitution, on voit la quantité de travail, de savoir-faire et d'efforts qui sont incorporés dans la communauté familiale et qui, sans circulation d'argent, assurent une création de valeur économique essentielle à la vie de la société. Quand on ne voit plus cela, quand on ne calcule même pas cette valeur économique, c'est une grande partie de la vie active réelle qui devient obscure.

Pourtant, à partir du début du XX^e siècle, dans nos sociétés occidentales libérales, on a considéré que le travail domestique ce n'était

plus du « vrai » travail. Premier du genre, le recensement anglais de 1901 n'intègre plus le travail « privé » à domicile dans les statistiques de la production nationale. Étrange retournement des choses : depuis ce jour, la « maison » est devenue le lieu où on est supposé *ne pas travailler*.

C'est une évidence pour la plupart et un article de foi de la pensée dominante. Au point qu'une députée européenne proposait récemment d'assurer par un revenu « la liberté des femmes qui ne veulent pas travailler » (*sic*). Il fallait comprendre : la liberté des femmes qui veulent au contraire exercer un travail domestique, mais ne peuvent pas le faire faute de revenus qui leur permettent de vivre. Passons sur le fait que ce désir de vivre du travail domestique est à tort prêté aux femmes, car je connais bien des hommes qui ne voient pas d'un mauvais œil de s'y consacrer. J'en veux pour preuve le nombre de cadres exsangues qui fuient le salariat pour ouvrir une maison d'hôtes. De quoi s'agit-il sinon d'ouvrir sa *maison* pour en vivre, et de s'assurer, par un *travail domestique*, une source de revenus ?

Que le travail domestique ne soit plus considéré comme du travail, qu'il ne soit même plus vu comme du travail, est donc une grande injustice que l'on fait à la vie ordinaire des citoyens. On me permettra de le dire aussi sur un ton personnel. Ma mère, qui a exercé, pendant de longues années, son travail « à la maison », ne m'a jamais paru plus indigne ou plus incapable que d'autres travailleuses que je rencontre. La quantité de ses talents, au contraire, m'a toujours émerveillé : elle savait cuisiner, gérer un budget parfois serré, choisir les bons produits, ordonner les activités quotidiennes, hebdomadaires, mensuelles et annuelles, nouer les contacts sociaux indispensables avec les enseignants, les associations ou les services publics, mailler le réseau très complexe des solidarités de voisinage. Elle savait aussi comprendre les balbutiements des enfants, saisir les drames psychologiques des adolescents, accueillir dignement les amis de passage, apporter les premiers soins aux malades. Combien de capacités fines, de talents divers et de savoirs mis en œuvre avec rigueur, dont je ne vois pas l'équivalent dans la plupart des fonctions « sérieuses » exercées en entreprise ? On me permettra donc de prendre parti contre les préjugés, pour ce que je n'hésite pas à appeler la vraie vie, c'est-à-dire pour ma mère. Quant à mon père qui, faute d'argent pour l'amener chez le garagiste mais aussi par goût du défi, réparait lui-même notre voiture, il faisait en sorte que la maison tienne debout et veillait lui aussi aux soins compliqués de ses trois garçons ; son travail domestique ne m'a jamais paru insignifiant.

Je ne dis pas cela pour faire l'éloge de ce travail à l'exclusion de tout autre, et moins encore pour le promouvoir plus qu'un autre. Je sais que, confiné à ce rôle, on s'y aliène. J'ai dit plus haut que c'est dans la diversité des communautés bénéficiant de notre engagement que se réalise la liberté. Pour autant, j'invite à ce qu'on s'intéresse aussi à la réalité de ce travail-là. Je veux qu'on le voie sur la carte. J'affirme qu'il existe *en tant que travail*, qu'il a du sens, qu'il importe considérablement pour réaliser une communauté comme celle dans laquelle j'ai grandi et je considère comme une injustice qu'il soit purement et simplement nié par ceux qui prétendent décider de ce qui est ou qui n'est pas du *vrai* travail.

La raison de cette injustice est assez connue : la production industrialisée a besoin de main-d'œuvre dans ses usines et pas d'hommes ou de femmes attachés à leurs maisons, lieux où leur travail n'est maîtrisé que par eux-mêmes. Si ma mère avait été femme de ménage ou infirmière ou directrice des achats, elle aurait pris corps – ô métamorphose ! – dans les statistiques de l'emploi, elle aurait existé enfin comme une *vraie* travailleuse puisqu'elle aurait été comptabilisée par le grand calculateur économique.

Mais non, pour l'état civil et contre toute évidence, elle n'a jamais travaillé...

6. Regardons de nouveau notre géographie du travail et des communautés qu'il construit. Un peu plus reconnu, mais de manière incertaine encore, on peut repérer le travail que nous exerçons bénévolement dans les multiples activités de la vie sociale. Lui non plus, il n'est pas rien. Ce sont les services rendus au voisinage, à des associations ou à des collectivités. Ces efforts tissent des liens de solidarité un peu plus vastes que ceux de la famille, et ils nous intègrent dans des communautés civiles.

Entendons-nous : il ne s'agit pas du simple plaisir d'être ensemble. Il y a bel et bien un travail concret à réaliser pour distribuer des repas aux sans-abri, accompagner les enfants des écoles ou gérer un club de sport local. Si on applique, ici encore, le principe de substitution, on verra que le bénévolat représente en France à peu près l'équivalent d'un million d'emplois à plein-temps. Onze millions de Français *travaillent librement* quelques heures ou quelques jours par an. Sans leur engagement effectif, beaucoup de services sociaux, politiques et culturels, donc une part de l'économie, ne fonctionneraient pas. Leur travail a du sens, il les inscrit dans une activité collective fondée sur un projet, coordonnée par les règles d'un *vivre ensemble* associatif qu'ils ont choisi en dehors de la communauté familiale.

Ce travail bénévole s'est accru récemment du temps que l'on passe sur Internet à donner des renseignements ou à transmettre des savoirs à des communautés plus larges, assez floues, mais auxquelles on adhère par petits groupes anonymes, appelés justement des *communautés virtuelles*. Le mot « virtuelles » induit en erreur, car ce sont des personnes concrètes qui interagissent et produisent ensemble, fût-ce à distance et de manière parfois anonyme.

L'Internet a ouvert au travail bénévole un espace considérable. Ainsi le bon vieux *Quid*, cette encyclopédie à portée de tous, qui paraissait, jusque dans les années 2005, une fois l'an et compilait des milliers d'informations sur des milliers de sujets, le *Quid*, donc, était une petite entreprise familiale qui recourait au service de quelque trois cents experts en toutes sciences, rémunérés pour leurs services. Wikipédia, qui l'a fait disparaître en moins de cinq ans, est une application ouverte à laquelle contribuent gratuitement et avec passion, des millions d'internautes qui partagent leurs expertises, souvent très pointues, pour le plaisir de collaborer à la plus grande encyclopédie jamais conçue. Le travail des encyclopédistes du XVIII^e siècle est reproduit au XXI^e siècle par un peuple de micro-encyclopédistes qui établissent non seulement une nouvelle relation au savoir, mais aussi une nouvelle collaboration entre ceux qui savent.

Evaluer un produit ou un livre, communiquer des informations techniques, des recettes de cuisine, des bonnes pratiques quotidiennes, compiler des archives, consigner des histoires, suggérer des hypothèses, se raconter, c'est contribuer, selon ses moyens, ses compétences et l'effort qu'on veut bien consentir, de manière éclatée et microscopique, à accumuler des connaissances dans lesquelles chacun pourra à son tour puiser librement. La transformation des liens sociaux que sous-tend Internet n'est pas une vue de l'esprit. Les millions d'heures d'activités que des particuliers lui consacrent creusent cette fourmilière de connaissances, de liens et de réseaux labyrinthiques. Cela suppose du temps pris sur autre chose, un travail réel produit sans rémunération monétaire, ce qui ne veut pas dire qu'il soit exempt d'effort, ni sans projet, ni sans satisfaction gratifiante. Le sens de ce travail pulvérisé en millions d'engagements singuliers, c'est de participer à des communautés qui s'inventent. Les études scientifiques ont montré qu'il est d'autant plus sérieusement accompli qu'il est gratuit, c'est-à-dire que le travailleur a conscience de donner librement de son temps et de ses compétences. Cette liberté n'a pas de prix. Parce que nous sommes formatés à ne croire effectif que le travail qui donne lieu à une rétribution, nous passons à côté d'une large réalité économique et nous ne voyons pas quelle société nouvelle elle produit souterrainement. J'y reviendrai plus loin, quand il faudra anticiper les transformations du travail et les conséquences sur notre vivre ensemble.

Le travail non rémunéré se déploie aussi dans une forme la plus souvent méconnue, ce qu'Anne-Marie Dujarier a appelé le « travail du consommateur ». Dans les chaînes de création de valeur économique, une partie de l'activité nécessaire pour réaliser un service ou un objet est accomplie, dans les faits, par le client lui-même. L'économie moderne a largement développé la pratique du « faites-le vous-mêmes », promesse d'autonomie du consommateur qui, en réalité, fait porter sur lui une partie de la réalisation de ce qu'il achète.

Par exemple, nous allons dans une grande surface, naïvement persuadés que nous sommes le client roi. Mais nous remplissons nous-mêmes notre caddie, nous présentons et peut-être scannons les produits à la caisse, nous transportons des marchandises achetées jusqu'à notre voiture, puis jusqu'à notre maison. Sans cette part du travail que nous réalisons gratuitement, la grande distribution n'existerait pas. Il en est de même lorsque nous reconstruisons des objets achetés en kit, comme des meubles par exemple, lorsque nous nous servons nous-mêmes au poste d'essence, lorsque nous achetons sur Internet un billet de train, lorsque nous remplissons nous-mêmes des formulaires de commandes, ou lorsque nous répondons à des enquêtes qui procurent aux entreprises

des informations sans lesquelles leur marketing n'aurait pas d'avenir. Ici encore le principe de substitution tranche : si nous remplaçons notre travail par celui d'un employé, nous verrions apparaître, ici un porteur, là un menuisier, un pompiste, un agent SNCF ou un enquêteur. Emplois qui disparaissent et que nous remplaçons par nos menues contributions éclatées.

A-t-on conscience que lorsque nous remplissons sur Internet notre feuille d'impôt sur le revenu, nous effectuons le travail naguère dévolu à un fonctionnaire ? Un travail très partiel certes, mis à la charge de millions de contribuables, mais qui n'en demeure pas moins un travail réel sans lequel la fiscalité publique ne pourrait plus s'appliquer sans embauches massives. Les artisans ou les exploitants agricoles qui se désolent de devoir passer une journée par semaine en moyenne pour répondre à des exigences administratives, doivent, pour être exact, reformuler leurs doléances de cette manière : en sus de leur propre travail, ils sont contraints d'effectuer celui d'un fonctionnaire, à temps partiel et gratuitement. Ils effectuent, ce qu'on appelait, sous l'Ancien Régime, une *corvée*, c'est-à-dire un travail non rémunéré dû à la collectivité. Et c'est cette corvée qu'ils contestent aujourd'hui.

Les différentes expressions du travail non rémunéré trament la société. Elles restent pourtant invisibles à l'économie classique au point qu'Ivan Illich parlait de « travail fantôme » : les économistes sérieux considèrent que le travail associatif tombe dans la trappe du bénévolat, c'est-à-dire du non-professionnalisme. Occulté aussi, le travail du client et toutes les menues activités qu'il nous faut accomplir pour disposer des biens que nous achetons. Là aussi s'est formée une espèce de trou noir de la pensée économique, comme si tous les produits qui sortent de l'entreprise étaient aussitôt consommés par enchantement, sans que la main du client prenne part à la transformation nécessaire pour les rendre consommables. C'est ainsi que le travail d'un pompiste entre dans les statistiques de la production nationale (preuve sociale qu'il existe), mais pas celui du client qui se sert lui-même à la pompe.

Travail domestique, travail bénévole, travail du consommateur : on voit que nos activités dans la vie réelle dépassent de beaucoup le seul travail salarié et qu'elles prennent une grande part de notre temps, de notre énergie et de nos engagements. Ce sont des espaces de travail que, le plus souvent, nous organisons, ou auxquels nous adhérons par libre choix. Mais ces régions sont négligées et même méprisées par l'économie classique et, il faut le reconnaître, nous-mêmes avons beaucoup de mal à les prendre en considération comme du travail réel. Il nous faudra comprendre la raison de ce formatage de nos esprits. Car il

rend invisible une large part de notre vie matérielle, de nos activités quotidiennes et donc de notre vivre ensemble. Plus encore : il empêche de voir que c'est dans les régions du travail domestique et du travail bénévole que se jouent les transformations les plus considérables pour notre avenir. J'y reviendrai, mais il faut d'abord achever d'explorer la diversité des formes de travail sur laquelle notre société se bâtit.